

aller dans sa circonscription et parler aux 7 p. 100 qui sont sans travail.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le député doit s'adresser à la présidence.

M. Coates: Monsieur l'Orateur, je ne demande qu'à m'adresser à la présidence si le député de Burnaby-Seymour en fait autant. Je respecterai le Règlement mais je n'ai pas l'intention de recevoir d'ordres de lui. Je fais partie de la Chambre depuis beaucoup plus longtemps que lui et, à la façon dont il se comporte, j'y resterai encore plus longtemps que lui. Si le gouvernement qu'il appuie poursuit sa politique, je peux lui dire qu'il y aura de nombreux changements aux prochaines élections et que beaucoup des collègues du député de Burnaby-Seymour ne reviendront pas ici, y compris le ministre des Finances qui ne reviendra pas de Kingston.

Il n'aura pas de problèmes étant donné que même avec l'ancien régime de retraite, il percevra plus de \$30 par semaine et que, d'après lui, n'importe quel Canadien peut vivre avec cette somme. Évidemment, il a également trois ou quatre téléviseurs et il pourra toujours en vendre un pour acheter de l'épicerie. Le fait navrant est que mes électeurs ne possèdent pas quatre ou cinq téléviseurs et que nombre d'entre eux n'ont pas un revenu de \$30 par semaine. Par suite de la façon d'agir du gouvernement, je crains bien que bien plus de gens encore n'aient pas \$30 par semaine pour subsister.

Les députés de l'opposition ont à maintes reprises proposé au gouvernement des moyens d'éliminer les problèmes de disparité économique régionale et de chômage chronique. La construction de la chaussée de l'Île-du-Prince-Édouard aurait créé de nombreux emplois et offert de multiples avantages à toute la population de la région atlantique. Mais qu'est-il arrivé? Le gouvernement a refusé de construire la chaussée de l'Île-du-Prince-Édouard après avoir dépensé des millions de dollars.

Les marées de la baie de Fundy auraient pu être mises en valeur. Des projets d'une pareille ampleur avaient été entrepris dans d'autres régions du pays. Mais lorsqu'il s'est agi d'entreprendre ce projet dans les provinces atlantiques, on a répondu non à la population de cette région. Ce projet aurait fourni une source inépuisable d'énergie. Il aurait constitué un patrimoine pour le Canada et non seulement pour les provinces atlantiques. Il aurait créé des emplois et amélioré le sort de la population des provinces atlantiques. Toutefois, le gouvernement et le premier ministre ont dit non.

[M. Coates.]

Le gouvernement actuel ne dit pas autre chose que non à tous au Canada. Aux propositions faites à maintes reprises, la réponse a toujours été la même, qu'il s'agisse d'agriculture, de construction maritime et de toute autre chose. Le gouvernement continue de dire non. C'est le seul mot de son vocabulaire. C'est le seul qu'entendent les Canadiens, à une exception près—hausse d'impôts. Le gouvernement dit oui chaque fois qu'il est question d'augmenter les impôts.

Aux Canadiens de la région atlantique, le gouvernement dit que les économistes qui vivent dans leur tour d'ivoire à Ottawa produiront des programmes spéciaux impossibles à réaliser, comme le programme d'expansion que l'on a proposé aux gens de l'Île-du-Prince-Édouard. L'économie de cette province ne permet tout simplement pas d'entreprendre le genre de programme que le gouvernement présente. Même si l'Île-du-Prince-Édouard s'y engageait, elle aurait tellement de dettes que sa situation serait pire que celle du gouvernement de Terre-Neuve, et pourtant le gouvernement de cette province continue d'avancer.

Regardons la réalité en face. Les gouvernements de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard sont libéraux et celui de la Nouvelle-Écosse est conservateur. La comparaison des chiffres pour les quatre provinces révèle que dans l'Île-du-Prince-Édouard, les chômeurs représentent 15.3 p. 100 de la population active, au Nouveau-Brunswick 11.8 p. 100, à Terre-Neuve 9.7 p. 100 et en Nouvelle-Écosse 7.7 p. 100. Cela fait apparaître la différence entre un gouvernement consciencieux et compétent et trois gouvernements incapables qui sont au pouvoir depuis trop longtemps. Bientôt, il n'y aura que deux gouvernements libéraux dans les provinces de l'Atlantique, car les citoyens de l'Île-du-Prince-Édouard feront savoir au gouvernement fédéral ce qu'ils pensent du programme de développement à l'intention de cette province. Je n'habite pas dans l'Île-du-Prince-Édouard, mais j'en sais au moins cela. Le gouvernement actuel ne sait pas comment régler les problèmes du chômage. En vérité, il ne sait pas non plus comment régler le problème de l'inflation, car, pendant qu'il crée du chômage d'un bout à l'autre du pays, l'inflation continue de croître.

• (9.40 p.m.)

Nous perdons maintenant sur les deux tableaux et, malheureusement, pour les Canadiens, nous devons nous en accommoder pen-